

***Mémoire de l'Association canadienne des employés professionnels
sur le projet de loi C-62: Loi modifiant la Loi sur les relations de travail dans le secteur
public fédéral et d'autres lois***

Honorables députés,

Nous remercions les membres du comité de nous avoir invités à comparaître afin que nous puissions donner notre opinion sur le projet de loi C-62.

QUI NOUS SOMMES

Je m'appelle Greg Phillips, et je suis président de l'Association canadienne des employés professionnels (ACEP). L'ACEP représente quelque 14 000 fonctionnaires. La grande majorité de nos membres sont des économistes et des spécialistes des sciences sociales qui conseillent le gouvernement sur les politiques publiques. Nous représentons aussi les traducteurs et les interprètes, qui travaillent chaque jour à la préservation et à la promotion de la dualité linguistique de notre pays. Enfin et surtout, nous avons le grand honneur de représenter les 90 analystes et attachés de recherche de la Bibliothèque du Parlement.

Je suis accompagné aujourd'hui de Peter Engelmann, associé du cabinet d'avocats Goldblatt Partners, qui possède une vaste expérience du droit du travail et du droit constitutionnel, particulièrement dans le contexte du secteur public fédéral.

INTRODUCTION

Je tiens d'abord à dire que l'ACEP est très heureuse que le gouvernement prenne enfin des mesures pour abroger les projets de loi C-4 et C-59, lois manifestement antisyndicales adoptées par le gouvernement précédent. Même s'il a fallu beaucoup trop de temps au gouvernement pour tenir les promesses faites avant même les élections de 2015, l'ACEP espère que ce projet de loi franchira le processus législatif le plus rapidement possible afin de rétablir l'équilibre dans les relations de travail au sein du secteur public fédéral.

Comme vous le savez sans doute, sous prétexte de « moderniser » les relations de travail, l'ancien gouvernement conservateur s'est attaqué aux droits à la négociation collective des fonctionnaires fédéraux à plusieurs chapitres. Il y a d'abord eu le projet de loi C-4, qui posait

problème à bien des égards. Ce projet de loi a donné au gouvernement trop de pouvoir dans le régime de négociation collective, à l'égard de la négociation des ententes sur les services essentiels, des procédures de recours de la fonction publique et du reste. Toutefois, du point de vue de l'ACEP, les changements les plus extrêmes touchaient le processus de règlement des différends. Plus précisément, le projet de loi C-4 a retiré aux agents négociateurs le droit de choisir entre l'arbitrage ou la conciliation/grève comme processus de règlement des différends relatifs à la négociation collective. Dans le cas de l'ACEP, il lui a enlevé le droit à l'arbitrage, processus qui avait toujours bien fonctionné pour l'ACEP et ses membres, et l'a poussée vers la conciliation/grève. Et l'ancien gouvernement a même compromis les processus d'arbitrage et de conciliation en imposant de nouveaux facteurs dont les arbitres et les conciliateurs devaient tenir compte lorsqu'ils faisaient une recommandation ou rendaient une décision.

Le projet de loi C-59 est allé un peu plus loin, en permettant au gouvernement de modifier fondamentalement les programmes de congés de maladie et d'invalidité des fonctionnaires, qui existaient depuis longtemps et avaient été durement acquis. Ce qui est le plus troublant, c'est qu'il a donné au gouvernement le pouvoir de le faire unilatéralement, en contournant complètement le processus de négociation. À l'instar de nombreux autres syndicats du secteur public fédéral, l'ACEP était d'avis que le projet de loi privait ses membres de leurs droits fondamentaux protégés par l'alinéa 2d) de la *Charte*, en ce sens qu'il ne permettait pas la tenue de véritables négociations collectives sur ces aspects clés du travail. Par conséquent, l'ACEP a participé activement à une contestation de la constitutionnalité du projet de loi devant les tribunaux de l'Ontario. Après l'importante décision rendue par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Saskatchewan Federation of Labour* en 2015, l'ACEP est convaincue que cette contestation fondée sur la *Charte* aurait permis de faire invalider le projet de loi C-59.

Il va sans dire que les changements apportés par le gouvernement précédent au régime de relations de travail ont créé un climat d'affrontement improductif dans le secteur public fédéral. Cela pose problème non seulement pour les membres d'agents négociateurs comme l'ACEP, mais aussi pour tous ceux qui travaillent dans la fonction publique fédérale. Comme je l'ai dit au début, l'ACEP estime qu'il a fallu beaucoup trop de temps au gouvernement pour prendre ces mesures simples afin de rétablir le régime de relations de travail qui existait

avant les projets de loi C-4 et C-59. Ce long délai, de plus de deux ans et demi, depuis les élections a fait durer inutilement le climat de confrontation. L'ACEP est également déçue que le projet de loi n'aborde pas certains des problèmes qui affligeaient le régime des relations de travail de la fonction publique fédérale même avant les projets de loi C-4 et C-59, comme les longs délais de traitement des dossiers jusqu'à l'arbitrage. Cela aurait été une excellente occasion pour le gouvernement de s'attaquer à cet important problème d'accès à la justice.

Sur une note plus positive, il semble que le projet de loi supprime pratiquement toutes les difficultés créées par les projets de loi C-4 et C-59. L'ACEP envisage favorablement le retour à un régime de relations de travail imparfait, mais beaucoup plus juste et équilibré que le régime actuel.

L'ACEP remarque également que, même si le projet de loi C-62 modifie la *Loi sur l'équité dans la rémunération du secteur public* (LERSP), il ne s'agit que d'une disposition administrative rétablissant les procédures applicables à l'arbitrage et à la conciliation qui existaient avant le 31 décembre 2013. L'ACEP est déçue que le gouvernement ne saisisse pas l'occasion qui s'offre à lui de remplir son engagement en abrogeant complètement la LERSP et en adoptant immédiatement un régime proactif d'équité salariale. La LERSP est une mesure législative régressive qui constitue un recul important par rapport au concept de salaire égal pour un travail de valeur égale et qui nuit considérablement aux droits des employés du secteur public fédéral en les privant des protections des droits de la personne contre la discrimination systémique fondée sur le sexe en matière de rémunération. L'ACEP craint qu'il s'agisse d'un autre cas où des retards inacceptables causeront un préjudice à ses membres et demande au gouvernement de prendre des mesures concrètes dès que possible.

